

Le Kémalisme

I/ La formation du kémalisme : de la défense de la nation ottomane musulmane aux six « flèches ».

Le kémalisme est l'expression de la volonté d'affirmation de la souveraineté de l'Etat turc, couplée à la volonté de faire de la société turque une société moderne à l'occidentale. Tirant les conséquences de l'effondrement de l'Empire Ottoman, le kémalisme se fixe définitivement en 1931 autour de 6 thèmes – appelés flèches –, repris par la Constitution de 1937 : Etatisme, Républicanisme, Sécularité, Nationalisme, Réformisme, Populisme. Les deux premiers principes sont d'ordre technique et ont amené à la formation d'une bureaucratie, dirigée par un régime présidentiel de parti unique. Les suivants visent, quant à eux, la modernisation de la vie privée. La sécularité : Le kémalisme va au-delà de la seule soumission du clergé à l'Etat en épurant la culture turque de tous les signes rappelant plus ou moins les civilisations musulmanes antérieures : calendrier grégorien (1926), suppression de termes arabes et persans, vêtements traditionnels interdits (1925), code civil suisse, système éducatif religieux supprimé, instauration du système métrique (1931)... L'Etat s'est ainsi impliqué dans la vie privée des Turcs en rompant avec le projet de l'élite ottomane antérieure, qui consistait à moderniser l'Islam pour réformer la culture turque. Le nationalisme : pendant la guerre de résistance, de 1919 à 1922, il s'agissait avant tout de défendre l'Etat Ottoman musulman contre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale (Grande-Bretagne, France, Italie) et contre les forces séparatistes (Grecs, Arméniens). La solidarité musulmane entre Kurdes et Turcs fut, par exemple, mise en avant dans la lutte pour la reprise des trois provinces de l'Est annexées par l'Arménie. Mais la notion de nation turque remplaça très vite celle de communauté musulmane. Trois pré-requis sont considérés comme nécessaires pour constituer une nation : un même idéal, une même langue et une même culture. En 1925 sont interdits les noms désignant les minorités et leurs régions respectives (dont le Kurdistan). En 1927 l'accent est porté sur la nécessité de diffuser la langue turque et la culture turque afin de garantir l'unité nationale. En 1931 le terme « turc » est défini : quiconque, à l'intérieur de la République de Turquie, quelle que soit sa religion, parle turc, grandit dans la culture turque et adopte l'idéal turc est un turc. Le kémalisme fait de l'unité et de la souveraineté nationales des aspects indépassables du kémalisme. Il n'y a officiellement en Turquie pas de classes sociales ni de peuples distincts, il n'existe aucun pouvoir au-dessus de l'Etat. Le Populisme : Cette négation des classes sociales est liée à la notion kémaliste de solidarité populaire absolue. Le kémalisme refuse aussi toute idée de corporatisme. Il existe donc un contact direct entre le leader et l'ensemble de son peuple. Il y a en outre, dans le kémalisme, une idéalisation romantique du peuple et des paysans en particulier, qui nie les particularités. Le Réformisme : La véritable traduction de la sixième « flèche » est celle d'un « réformisme » (et non « Révolution ») mené par les élites du pays, sans remise en question d'un quelconque pouvoir économique, si ce n'est celui des étrangers.

II/ Une idéologie modernisatrice incapable de se réformer.

La notion de culture turque a été définie par le kémalisme comme un « inné » et non pas comme un « acquis », ce qui a réduit la base de soutien du régime : se définir comme kurde, musulman ou alévi est en effet considéré comme un acte politique d'opposition. La notion d'idéal a été, quant à elle, reprise à son compte par l'extrême droite chauvine et xénophobe. Au début le terme « idéal » désignait la création d'un Etat-Nation fort. Puis il a inclus les notions de modernisation et d'occidentalisation de la société turque. Mais le mouvement panturquiste, dirigé par le Colonel Alpaslan Türkes, le Parti de l'Action Nationaliste, a repris à son compte la définition kémaliste de l'idéal : modernisation et industrialisation forcées, unité nationale et négation des intérêts de classe... en y ajoutant une connotation chauvine, voire franchement xénophobe. Alors que le terme de "nation" reste encore au cœur du discours kémaliste, celui d'idéal a été accaparé par l'extrême droite et n'est plus utilisé par les kémalistes. Aussi le kémalisme s'est-il peu à peu réduit à la notion de "laïcité" pour devenir un instrument idéologique permettant à l'Armée de dire qu'elle défend le modernisme contre les forces réactionnaires dans le plus pur style brejnévien : tout opposant est « Yrca », réactionnaire, fondamentaliste. L'intervention de l'Armée dans la vie politique au nom du kémalisme (coup d'Etat du 27 mai, démission forcée du gouvernement le 12 mars 1971) culmine avec le coup d'Etat du 12

septembre 1980, par lequel l'Armée imposa une constitution faisant d'elle le gardien du kémalisme, en accroissant son rôle institutionnel. C'est encore en 1980 qu'apparaît une nouvelle matière dans les écoles d'officiers : l'Ataturkisme (l'intégrale des discours de Kemal en trois volumes édités par l'Armée), à laquelle les élèves consacrent 20% de leurs cours pendant 8 ans. Le kémalisme baigne d'autant plus la culture militaire qu'il constitue un critère de promotion (avoir un parent, ne serait-ce qu'éloigné, dans un parti ou un syndicat de gauche, ou pire : un parent kurde, est éliminatoire) et que les militaires vivent entre eux dans des logements, casernes ou clubs de vacances qui leurs sont spécialement réservés. Le kémalisme est donc une idéologie de modernisation (reprise des idées d'Auguste Comte et d'Ernest Renan) qui s'est avérée incapable d'évoluer : autoritarisme, refus du compromis et culte de la personnalité. Ce dernier aspect est explicitement présent dans les textes normatifs, toute insulte envers la mémoire d'Atatürk, père des turcs, est un crime. Mustapha Kemal est glorifié dans le préambule de la Constitution lui-même : il y est qualifié de « Atatürk », « leader immortel », « héros sans pareil ». D'idéologie modernisatrice, le kémalisme est devenu idéologie conservatrice. L'Armée est la gardienne de cette conception et elle se défie de la société civile et des politiques qui ne peuvent être les héritiers authentiques du Pacha (Général) Mustapha Kemal, et elle la contrôle. Ainsi l'accession au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (AKP) est due à son éloignement de la ligne islamiste des partis dont il est le successeur. Même si la majorité des électeurs a désavoué les partis kémalistes, il n'existe pas de parti qui remette ouvertement en cause les principes du kémalisme, et notamment le principe de laïcité. Le kémalisme défendu par l'Armée est bien un élément limitant le retour de l'islam dans la politique turque, ce qui rend possible une éventuelle adhésion à l'UE. Le kémalisme s'est cependant rigidifié au contact de ce renouveau islamique. En ce qui concerne l'adhésion à l'UE, l'Armée y est opposée pour des raisons de souveraineté nationale, et d'unité nationale. Le kémalisme est cependant favorable à la culture occidentale et l'Armée reconnaît l'apport économique de l'Europe. Aussi a-t-elle accepté la diminution de son poids institutionnel par la modification de la constitution (17 octobre 2001) qui la rapproche des critères de Copenhague. Cependant, aujourd'hui encore, un officier ne peut être nommé général sans être passé par deux provinces kurdes au moins, étape au cours de laquelle est jugée son aptitude à imposer l'unité. En plus du refus de reconnaissance de la nationalité kurde, il faut souligner l'attachement de l'Armée au maintien de la « République turque de Chypre du Nord ». Ainsi, si l'on constate un certain recul de l'Armée dans la vie politique, c'est avant tout parce que les fondamentaux du kémalisme ne sont pas remis en cause : unité nationale, souveraineté nationale et laïcité. Sur les autres plans l'Armée, comme l'Etat Turc en général, semble être prête à faire des concessions, notamment sur le plan des droits de l'homme, bien que beaucoup reste à faire (cf. rapport d'Amnesty International 2004).